

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-cinquième Législature, première session

1995, chapitre 81
LOI CONCERNANT LA MUNICIPALITÉ DE LABRECQUE

Projet de loi 212

Présenté par M. Benoît Laprise, député de Roberval

Présenté le 2 juin 1995

Principe adopté le 22 juin 1995

Adopté le 22 juin 1995

Sanctionné le 22 juin 1995

Entrée en vigueur: le 22 juin 1995

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 81

Loi concernant la Municipalité de Labrecque

[Sanctionnée le 22 juin 1995]

Préambule ATTENDU qu'il y a lieu de valider le prélèvement par la Municipalité de Labrecque de sommes d'argent ayant servi à rembourser les emprunts décrétés par les règlements numéros 80, 92, 94, 109, 115, 116, 118, 123, 124, 125, 129, 134, 140 et 141;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Validation de la compensation **1.** La compensation imposée et prélevée par la Municipalité de Labrecque, pour les années financières 1978 à 1986, afin d'assurer l'entretien et l'administration du réseau d'aqueduc et le paiement des intérêts ainsi que le remboursement du capital des emprunts contractés en vertu des règlements numéros 80, 92, 94, 109, 115, 116 et 124, est déclarée valide.

Validation du prélèvement d'argent **2.** Le prélèvement des sommes d'argent effectué par la Municipalité de Labrecque, pour les années financières 1987 à 1993, afin d'assurer l'entretien et l'administration du réseau d'aqueduc et le paiement des intérêts ainsi que le remboursement du capital des emprunts contractés en vertu des règlements numéros 80, 92, 94, 109, 115, 116, 118, 123, 124, 125, 129, 134, 140 et 141, est déclaré valide.

Renvoi **3.** Le secrétaire-trésorier doit inscrire dans le livre des règlements de la municipalité, à la suite des règlements numéros 80, 92, 94, 109, 115, 116, 118, 123, 124, 125, 129, 134, 140 et 141, un renvoi à la présente loi.

Cause pendante **4.** La présente loi n'affecte pas une cause pendante le 14 mars 1989.

Entrée en vigueur **5.** La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1995.